

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1762

21 septembre 2006

SOMMAIRE

Accofin Société Fiduciaire, S.à r.l., Luxembourg ..	84536	Erma Holding S.A., Luxembourg	84540
Agence Europe S.A., Luxembourg	84541	Erma Holding S.A., Luxembourg	84540
Aktiv Bauden Aktiengesellschaft S.A., Merkholtz. .	84533	Euro Pro Services, S.à r.l., Warken	84530
Amex-L, S.à r.l., Howald	84539	Euromach Holding S.A., Luxembourg	84542
Applus Automotive Technology Luxembourg, S.à r.l., Roodt-sur-Syre	84576	Globe Voyages, S.à r.l., Rodange	84541
Athanor Participations S.A., Luxembourg	84533	H.R.P. International S.A., Luxembourg	84542
Atlas Copco Finance, S.à r.l., Luxembourg	84559	Hansa Overseas Holding S.A., Luxembourg	84567
Bonacci S.A., Bettembourg.	84538	Imprimerie de l'Europe S.A., Luxembourg	84541
Bonacci S.A., Bettembourg.	84538	ING (L) Protected, Sicav, Luxembourg	84539
Breeze Finance S.A., Luxembourg	84549	ING (L) Renta Fund, Sicav, Luxembourg	84536
Bureau d'Architectes Bopp S.A., Wasserbillig ...	84566	International Wear Parts S.A., Luxembourg.	84542
Business Time Center, S.à r.l., Luxembourg.	84536	King Holding I, S.à r.l., Luxembourg.	84543
C.T.B.R. Luxembourg Holding S.A., Compagnie de Trésorerie Benjamin de Rothschild Luxembourg Holding, Luxembourg	84538	LaSalle Euro Growth II Finance, S.à r.l., Luxem- bourg	84538
Cami Concept S.A., Luxembourg	84576	LaSalle Euro Growth II S.C.A., Luxembourg.	84539
Caves Krier Frères Remich S.A., Remich	84576	Linster Bureautique, S.à r.l., Luxembourg.	84574
Chiminter S.A., Luxembourg	84573	Linster Bureautique, S.à r.l., Luxembourg.	84575
Chiminter S.A., Luxembourg	84573	MCT, S.à r.l., Luxembourg	84541
Climat Change Capital Carbon Fund II, S.à r.l., Luxembourg.	84567	New Property Corporation S.A., Luxembourg. ...	84559
Compagnie de Financements et d'Investissements Holding S.A., Luxembourg	84567	Pêche Aquarium, S.à r.l., Pétange	84540
Compagnie Industrielle Internationale S.A., Ber- trange	84542	Pêche Aquarium, S.à r.l., Pétange	84540
Continental Investments and Management S.A., Luxembourg	84573	Pêche Aquarium, S.à r.l., Pétange	84540
Coselux, S.à r.l., Bertrange	84559	Poinsetia S.A.H., Luxembourg	84543
D.E.S. - Development European Stores S.A., Lu- xembourg	84566	Portes du Soleil, S.à r.l., Luxembourg	84542
De Schweesspunkt, S.à r.l. et Cie, Belvaux	84575	ProLogis France XLVI, S.à r.l., Luxembourg.	84541
Deblo-M AG, Wiltz	84530	Rhododendron S.A., Luxembourg	84573
Direct Locations / Agence Royal Business, S.à r.l., Luxembourg.	84567	RSM Henri Grisius & Associés, S.à r.l., Luxem- bourg	84536
E.C.R. Diffusion, S.à r.l., Schifflange	84566	Saint-Gobain Abrasives S.A., Bascharage	84539
Electricité Gindt Claude, S.à r.l., Dahl	84539	SGC, S.à r.l.	84543
Electro & Kichenzenter, S.à r.l., Kayl.	84567	Specialised Engineering Holdings, S.à r.l., Luxem- bourg	84538
		STRATdeCOM, S.à r.l., Howald	84530
		Türkisfund, Sicav, Luxembourg	84532
		Waasserkraaft Wampach, S.à r.l., Boevange-sur- Attert	84530

EURO PRO SERVICES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9030 Warken, 42, Cité Warkdall.
R. C. Luxembourg B 93.723.

Les documents de clôture de l'année 2005, enregistrés à Luxembourg, le 25 juillet 2006, réf. LSO-BS09500, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 28 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, au mois de juillet 2006.

Pour *EURO PRO SERVICES, S.à r.l.*

AREND & PARTNERS, S.à r.l.

Signature

(976887.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 28 juillet 2006.

WAASSERKRAAFT WAMPACH, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8710 Boevange-sur-Attert, 23, rue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 111.514.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Diekirch, le 31 juillet 2006, réf. DSO-BS00330, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 31 juillet 2006.

FIDUCIAIRE INTERREGIONALE S.A.

Signature

(977846.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 31 juillet 2006.

DEBLO-M AG, Société Anonyme.

Siège social: L-9544 Wiltz, 2, rue Hannelanst.
R. C. Luxembourg B 96.875.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Diekirch, le 31 juillet 2006, réf. DSO-BS00334, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 2 août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 2 août 2006.

FIDUCIAIRE ARBO S.A.

Signature

(979650.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 2 août 2006.

STRATdeCOM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1423 Howald, 1, allée Drosbach.
R. C. Luxembourg B 118.126.

STATUTS

L'an deux mille six, le vingt cinq juillet.

Pardevant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Madame Anita Obadia, employée de banque, née à Souk El Arbaa El Gharb (Maroc) le 25 janvier 1968, demeurant L-8440 Steinfort, 68, route de Luxembourg, ici représentée par Monsieur Frédéric Deflorenne, expert comptable, demeurant à Frisange, en vertu d'une procuration sous seing privé du 25 juillet 2006 qui restera, après avoir été signée ne varietur annexée aux présentes.

2) Madame Dominique Emram, sans emploi, née à Marseille (France) le 4 mars 1965, demeurant L-1423 Howald, 1B, Allée Drosbach.

Lesquels fondateurs ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet principal tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, les activités suivantes:

- tous travaux administratifs et de traduction (y inclus correction, rédaction et réécriture)
- conseils en communication et en matière de développement des organisations et du personnel en incluant toute activité connexe et accessoire, pourvu que ce tout ne soit pas de l'attribution exclusive d'une profession spécialement réglementée par une loi.
- exploitation d'un institut de formation continue.

La société a aussi pour objet toutes prestations dans les domaines événementiels, artistiques et culturels.

La société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée à compter de ce jour.

Art. 4. La société prend la dénomination de STRATdeCOM, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Howald.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues à l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés.

Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire ou autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ou la liquidation de la société ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 17. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 18. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur. Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 18 septembre 1933 sont remplies.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2006.

Souscription et libération

Les parties comparantes ayant ainsi arrêté les statuts de la société, déclarent souscrire les cent (100) parts sociales comme suit:

1) Madame Anita Obadia, prénommée: cinquante et une parts sociales	51
2) Madame Dominique Emram, prénommée: quarante-neuf parts sociales	49
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison de sa constitution est évalué à mille quatre cents euros (1.400,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi à L-1423 Howald, 1B, Allée Drosbach.
2. Le nombre des gérants est fixé à un.
3. L'assemblée désigne comme gérant pour une durée indéterminée:

Madame Anita Obadia, employée de banque, née à Souk El Arbaa El Gharb (Maroc) le 25 janvier 1968, demeurant L-8440 Steinfort, 68, route de Luxembourg.

Le gérant aura les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour faire et autoriser les actes et opérations relatifs à son objet par sa seule signature.

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparantes au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparantes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, celles-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Fr. Deflorenne, D. Emram, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2006, vol. 154S, fol. 81, case 9. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2006.

G. Lecuit.

(081062.3/220/114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2006.

TÜRKISFUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 61.596.

En date du 2 mai 2006 l'Assemblée Générale Ordinaire de TURKISFUND a décidé:

- de réélire:

M. Riza Ihsan Kutlusoy,

TÜRKIYE IS BANKASI A.S., Kuleleri Floor 2, 34330 Levent / Istanbul, Turquie;

M. Bayram Öztürk,

ISBANK, GmbH Frankfurt, Rossmarkt 9, D-60311 Frankfurt am Main;

M. Klaus Schreiber,

ISBANK, GmbH Frankfurt, Rossmarkt 9, D-60311 Frankfurt am Main;

M. Gürman Tefik,

IS PORTFOLIO MANAGEMENT COMPANY, IS Kuleleri 4, 80620 Istanbul, Turquie;

en qualité d'Administrateurs pour un mandat d'un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2007;

- de renommer:

DR. WOLLERT - DR. ELMENDORFF, S.à r.l.

560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg,

en qualité de Réviseur d'Entreprises pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2006.

Pour TÜRKISFUND, Société d'Investissement à Capital Variable

RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., Société Anonyme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2006, réf. LSO-BS05189. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(075130.3//28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

AKTIV BAUDEN AKTIENGESELLSCHAFT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9670 Merkholtz, Maison 25A.

R. C. Luxembourg B 106.879.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Diekirch, le 3 août 2006, réf. DSO-BT00057, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 3 août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Merkholtz, le 3 août 2006.

Signature.

(980493.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 3 août 2006.

ATHANOR PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 118.195.

STATUTS

L'an deux mille six, le onze juillet.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1) Monsieur Claude Geiben, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve;

2) Madame Danièle Martin, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise, dénommée ATHANOR PARTICIPATIONS S.A., société anonyme.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège de la Société est établi à Luxembourg. Il peut être transféré par simple décision du conseil d'administration en tout autre lieu de cette commune et par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, et d'après les conditions et modalités prévues à l'article quatorze des présents statuts, dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg. Le siège pourra même être transféré à l'étranger, sur simple décision du conseil d'administration, lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la Société à son siège ou seraient imminents, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Nonobstant un tel transfert à l'étranger qui ne peut être que temporaire, la nationalité de la Société restera luxembourgeoise.

En toute autre circonstance le transfert du siège de la Société à l'étranger et l'adoption par la Société d'une nationalité étrangère ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des associés et des obligataires.

Art. 4. La Société a pour objet d'effectuer tant par elle-même que par l'intermédiaire des entreprises dépendantes, ou dans lesquelles la Société détient un intérêt, toutes opérations et activités se rattachant dans le sens le plus large à l'acquisition, la détention, la gestion, la mise en valeur, la location, ainsi que le commerce et la commercialisation d'immeubles en général, ainsi que de leurs dépendances, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société a encore pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme, d'option, d'achat, d'échange, de négociation ou de toute autre manière.

Rentrent dans cet objet social l'acquisition de brevets, de marques de fabrique et de tous autres droits de propriété industrielle, de procédés de fabrication et de savoir faire, brevetés ou autrement protégés ou non, et la concession de licences, leur gestion et leur mise en valeur.

La Société peut accorder aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, ainsi qu'à des tiers tous concours ou toutes assistances financières, prêts, avances ou garanties, comme elle peut emprunter même par émission d'obligations ou s'endetter autrement pour financer son activité sociale.

La Société peut en outre effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières ou financières et prêter tous services notamment de conseil tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et encore accomplir toutes autres opérations de nature à favoriser l'accomplissement de son objet social.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par quinze mille cinq cents (15.500) actions d'une valeur nominale de deux euros (2,- EUR) chacune.

Les actions sont émises au porteur ou sous la forme nominative.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles. Le conseil élit en son sein un président et le cas échéant un vice-président.

Si par suite de démission, décès, ou toute autre cause, un poste d'administrateur devient vacant, les administrateurs restants peuvent provisoirement pourvoir à son remplacement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et accomplir tous les actes de disposition et d'administration nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil d'administration.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la Société seule, représentée par son conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent. Il est convoqué par son président, en son absence par le vice-président ou par deux administrateurs.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer si une majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur peut se faire représenter par un de ses collègues. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues à la fois.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix le président n'a pas de voix prépondérante.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent transmettre leurs votes par tout moyen écrit de télécommunication.

Le conseil d'administration peut prendre des résolutions par la voie circulaire. Les propositions de résolutions sont dans ce cas transmises aux membres du conseil d'administration par écrit qui font connaître leurs décisions par écrit. Les décisions sont considérées prises si une majorité d'administrateurs a émis un vote favorable.

Il est dressé procès-verbal des décisions du conseil d'administration. Les extraits des décisions du conseil d'administration sont délivrés conformes par le président, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 10. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années. Ils sont rééligibles.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Chaque année, le trente et un décembre, les livres, registres et comptes de la Société sont arrêtés. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi que l'annexe aux comptes annuels.

Art. 12. Le conseil d'administration ainsi que les commissaires sont en droit de convoquer l'assemblée générale quand ils le jugent opportun. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des actionnaires représentant le cinquième du capital social les en requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Les convocations de toutes assemblées générales contiennent l'ordre du jour.

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

Les extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont délivrés conformes par le président du conseil d'administration, à son défaut par deux administrateurs.

Art. 13. Tout actionnaire a le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire, chaque action donnant droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième mercredi du mois de juin à 15.00 heures au siège social ou à tout autre endroit dans la commune du siège à désigner dans les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle est appelée à approuver les comptes et les rapports annuels et à se prononcer sur la décharge des organes sociaux.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution si, à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve a été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder en cours d'exercice au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

L'assemblée générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues dans les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 15. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice commence au jour de la constitution pour se terminer le 31 décembre 2006.

La première assemblée générale annuelle se réunit en 2007.

Souscription

Actionnaires	Capital souscrit EUR	Capital libéré EUR	Nbre d'actions
1) Claude Geiben, prénommé	15.500,-	15.500,-	7.750
2) Madame Danièle Martin, prénommée.	15.500,-	15.500,-	7.750
Total:	31.000,-	31.000,-	15.500

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées en totalité de leur valeur nominale par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant au moyen d'un certificat bancaire.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille sept cent cinquante euros (1.750,- EUR).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et, à l'unanimité, ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

Sont nommés aux fonctions d'administrateur:

- Monsieur Claude Geiben, maître en droit, né le 16 septembre 1971 à Luxembourg. avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve;
- Monsieur Nicolas Schaeffer, maître en droit, né le 7 décembre 1966 à Luxembourg, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve;
- Mademoiselle Gabriele Schneider, directrice de société, née le 31 octobre 1966 à Birkenfeld/Nahe (République Fédérale d'Allemagne), demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

- Monsieur Pierre Schmit, licencié en sciences économiques, né à Luxembourg le 16 février 1964, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2012.

Quatrième résolution

Le siège social est établi à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparantes, représentées comme dit ci-avant, les mandataires ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Geiben, D. Martin, M. Schaeffer.

Enregistré à Remich, le 13 juillet 2006, vol. 470, fol. 66, case 6. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Molling.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 4 août 2006.

M. Schaeffer.

(082409.3/5770/162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2006.

RSM HENRI GRISIUS & ASSOCIES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R. C. Luxembourg B 85.099.

Le bilan au 31 décembre 2005, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08901, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(075157.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

ACCOFIN SOCIETE FIDUCIAIRE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R. C. Luxembourg B 62.492.

Le bilan au 31 décembre 2005, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08903, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(075160.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

ING (L) RENTA FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 29.732.

Le bilan au 31 mars 2006, enregistré à Luxembourg, le 20 juillet 2006, réf. LSO-BS07972, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2006.

Par délégation

ING INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Signatures

(075189.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

BUSINESS TIME CENTER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 78.333.

DISSOLUTION

In the year two thousand six, on the thirty-first of March.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appeared:

1) INFRASTRUCTURE CREATION COMPANY, S.à r.l., with registered office in L-1528 Luxembourg, 5, Boulevard de la Foire (R.C.S. B N°66.692),

holder of 460 corporate units

2) Mr. Vladimir Tchijevski, engineer, residing in L-8031 Strassen, 11, rue du Parc,

holder of 80 corporate units

«the members»

here represented by Mr Pierre Lentz, «licencié en sciences économiques», by virtue of proxies given under private seal given on March 10, 2006, which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

«the proxyholder»

The proxyholder declared and requested the notary to act:

1.- That the company BUSINESS TIME CENTER, S.à r.l., société à responsabilité limitée, having its registered office in L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, registered with Luxembourg Trade and Companies Register at section B under number 78.333, was incorporated on September 18, 2000 by deed of Me Gérard Lecuit, notary public then residing in Hesperange, published in the Mémorial C nr 267 of April 13, 2001, the articles of incorporation were amended the last time on November 5, 2004, published in the Mémorial C nr 81 of January 28, 2005.

2.- That the company's capital amounts to EUR 540,000 divided into 540 corporate units of EUR 1,000 each, fully paid in.

3.- That the members, hereby expressly declare that they are proceeding to the dissolution of the company with immediate effect.

4.- That the members as liquidators of the company declare that all the liabilities have been fully paid off.

5.- That the members also declare that they are responsible for any eventual unknown liability of the company not yet paid off, and they declare irrevocably to assume jointly and severally, together with the company, the obligation to pay off any eventual unknown liability.

6.- That the activity of the company has ceased and that the liquidation of the company is terminated and closed.

7.- That the members grant discharge to the manager of the company.

8.- That all the documents of the dissolved company will be kept during a period of five years at the registered office of BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le trente et un mars.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1) INFRASTRUCTURE CREATION COMPANY, S.à r.l., avec siège social à L-1528 Luxembourg, 5, Boulevard de la Foire (R.C.S. B N° 66.692),

propriétaire de 460 parts sociales

2) Monsieur Vladimir Tchijevski, ingénieur, demeurant à L-8031 Strassen, 11, rue du Parc,

propriétaire de 80 parts sociales

«les associés»

ici représentés par Monsieur Pierre Lentz, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui,

«le mandataire»

Le mandataire a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations

1. Que BUSINESS TIME CENTER, S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le n° 78.333 a été constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hesperange, le 18 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations nr. 267 du 13 avril 2001, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 5 novembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations nr. 81 du 28 janvier 2005.

2. Que le capital social de la société s'élève à EUR 540.000 (cinq cent quarante mille euros) divisé en 540 (cinq cent quarante) parts sociales de EUR 1.000 (mille euros) chacune, entièrement libérées.

3. Que les associés déclarent expressément procéder à la dissolution de la société, avec effet immédiat.

4. Que les associés, leur qualité de liquidateurs de la société déclarent que tout le passif de ladite société est réglé.

5. Que les associés déclarent qu'ils sont responsables de tout passif éventuel de la société et non payé à l'heure actuelle, et qu'ils déclarent irrévocablement assumer solidairement avec la société l'obligation de payer tout ce passif éventuel actuellement inconnu.

6. Que l'activité de la société a cessé; que partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

7. Que décharge pleine et entière est donnée au gérant de la société.

8. Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège de BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: P. Lentz, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 7 avril 2006, vol. 28CS, fol. 22, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mai 2006.

J. Elvinger.

(081048.3/211/91) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2006.

SPECIALISED ENGINEERING HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,-.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 69.338.

Le bilan de la société au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2006, réf. LSO-BS08444, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(075212.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

C.T.B.R. LUXEMBOURG HOLDING S.A., COMPAGNIE DE TRESORERIE BENJAMIN DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R. C. Luxembourg B 79.825.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS09055, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2006.

Signature.

(075279.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

LaSalle EURO GROWTH II FINANCE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 84.512.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08818, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(075301.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

BONACCI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, ZI Scheleck II, rue In Lachemer.

R. C. Luxembourg B 47.508.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2006, réf. LSO-BR02497, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 25 juillet 2006.

COSELUX, S.à r.l.

Signature

(075347.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

BONACCI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, ZI Scheleck II, rue In Lachemer.

R. C. Luxembourg B 47.508.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2006, réf. LSO-BR02491, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 25 juillet 2006.

COSELUX, S.à r.l.

Signature

(075346.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

ING (L) PROTECTED, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 82.219.

Le bilan au 31 mars 2006, enregistré à Luxembourg, le 20 juillet 2006, réf. LSO-BS07989, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2006.

Par délégation

ING INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG

Signatures

(075306.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

LaSalle EURO GROWTH II S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 86.223.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08813, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(075312.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

ELECTRICITE GINDT CLAUDE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9644 Dahl, 28, um Aale Wee.
R. C. Luxembourg B 105.752.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS09058, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2006.

Signature.

(075314.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

SAINT-GOBAIN ABRASIVES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4930 Bascharage, 190, boulevard J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 6.491.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2006, réf. LSO-BS09570, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(075321.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

AMEX-L, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1842 Howald, 37, avenue Grand-Duc Jean.
R. C. Luxembourg B 87.960.

Constituée par-devant M^e Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 28 juin 2002, acte publié au Mémorial C n° 1298 du 7 septembre 2002.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2006, réf. LSO-BS10626, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2006.

Pour AMEX-L

INTERFIDUCIAIRE S.A.

Signature

(079434.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2006.

84540

PECHE AQUARIUM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, Zone Commerciale.
R. C. Luxembourg B 57.836.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2006, réf. LSO-BS09568, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Signature.

(075330.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

PECHE AQUARIUM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, Zone Commerciale.
R. C. Luxembourg B 57.836.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2006, réf. LSO-BS09572, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Signature.

(075328.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

PECHE AQUARIUM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, Zone Commerciale.
R. C. Luxembourg B 57.836.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2006, réf. LSO-BS09575, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Signature.

(075325.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

PECHE AQUARIUM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, Zone Commerciale.
R. C. Luxembourg B 57.836.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2006, réf. LSO-BS09579, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Signature.

(075324.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

ERMA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 10.573.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2006, réf. LSO-BS06318, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(076533.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

ERMA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 10.573.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2006, réf. LSO-BS06320, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(076534.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

AGENCE EUROPE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R. C. Luxembourg B 5.271.

—
Le bilan au 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08890, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(075332.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

IMPRIMERIE DE L'EUROPE, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R. C. Luxembourg B 6.968.

—
Le bilan au 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08892, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(075334.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

GLOBE VOYAGES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4832 Rodange, 545, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 50.839.

—
Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2006, réf. LSO-BR02504, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 25 juillet 2006.

COSELUX, S.à r.l.

Signature

(075349.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

MCT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 70.680.

—
Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2006, réf. LSO-BR02500, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 25 juillet 2006.

COSELUX, S.à r.l.

Signature

(075350.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

ProLogis FRANCE XLVI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 92.648.

—
Le bilan et l'affectation des résultats au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 20 juillet 2006, réf. LSO-BS07956, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2006.

ProLogis DIRECTORSHIP, S à r.l.

Gérant

Représentée par P. Cassells

Gérant

(075662.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

PORTES DU SOLEIL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1424 Luxembourg, 13, rue André Duchscher.
R. C. Luxembourg B 100.792.

—
Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2006, réf. LSO-BR02496, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 25 juillet 2006.

COSELUX, S.à r.l.

Signature

(075353.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

INTERNATIONAL WEAR PARTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 77.309.

—
Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2006, réf. LSO-BS07058, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2006.

Pour INTERNATIONAL WEAR PARTS S.A.

Signature

(075356.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

EUROMACH HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R. C. Luxembourg B 29.185.

—
Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2006, réf. LSO-BS07551, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Signature.

(075365.4//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

H.R.P. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 64.658.

—
Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2006, réf. LSO-BS07041, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2006.

Pour H.R.P. INTERNATIONAL S.A.

Signature

(075382.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE INTERNATIONALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8055 Bertrange, 166, route de Dippach.
R. C. Luxembourg B 84.700.

—
Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2006, réf. LSO-BR02522, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 25 juillet 2006.

COSELUX, S.à r.l.

Signature

(075386.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

POINSETIA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R. C. Luxembourg B 35.680.

Le bilan au 31 mars 2005, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08898, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(075153.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

SGC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R. C. Luxembourg B 101.755.

Le bailleur OPAVA S.A., résilie au 21 juillet 2006, avec effet immédiat, le contrat de bail de la société SGC, S.à r.l. n° R.C.S. B 101.755 et dénonce donc son siège social au 83, rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juillet 2006, réf. LSO-BS09600. – Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(075376.2//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

KING HOLDING I, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 117.857.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the fourteenth day of July.

Before us, Maître Léon Thomas known as Tom Metzler, notary residing in Luxembourg-Bonnevoie, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

TFS ACQUISITION CORPORATION, a company incorporated under the Laws of Delaware, with registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, in the City of Wilmington, County of New Castle, State of Delaware 19801,

duly represented by Maître Anne Loubet, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given in Beverly Hills, on June 29, 2006.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as hereabove stated, has requested the notary to state the following articles of incorporation of a limited liability company governed by the relevant laws and the present articles:

Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. There is hereby formed a «société à responsabilité limitée unipersonnelle» under the name of KING HOLDING I, S.à r.l. (hereinafter the «Company») which will be governed by actual laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, the law of September 18th, 1933 on «sociétés à responsabilité limitée» and their modifying laws in particular that of December 28th, 1992 relating to the société à responsabilité limitée unipersonnelle, and by the present Articles of Incorporation.

A member may join with one or more other person(s) at any time to form a joint membership and likewise they may at any time dissolve such joint membership and restore the «unipersonnelle» status of the Company.

Art. 2. The Company is established for an undetermined period.

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

Art. 4. The object of the Company is the taking of participating interests, in any form whatsoever, in other companies either Luxembourg or foreign, as well as the ownership, management and development of such participating interests.

The purpose of the Company is, in particular, the acquisition of any type of securities, whether negotiable or not, stock, bonds, debentures, notes and other securities, including those issued by any Government or any other international, national or local authority, and of any rights attached thereto, either by way of purchase, contribution, subscription, option or in any other manner, as well as the transfer by sale, exchange or in any other manner. Moreover, the Company may proceed to the acquisition and development of connected patents and licences.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, convertible bonds and debentures. The Company may grant any assistance, loan, advance, or guarantee to the companies in which it has a direct or indirect participating interest, or to companies being part of the same group of companies as the Company.

The Company may further carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any form whatsoever in any enterprise or any private corporation as well as to the administration, management, control and development of these participating interests.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial and financial operations, which it may deem useful to enhance or to supplement its purpose.

Title II. Capital - Units

Art. 5. The subscribed capital is set at twelve thousand five hundred Euro (Euro 12,500.-) represented by five hundred (500) corporate units with a par value of twenty-five Euro (Euro 25.-) each.

Art. 6. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by a simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three-quarters (3/4) of the capital. The members may change the nationality of the Company by an unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 7. Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to its relationship with the number of units in existence.

Art. 8. If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing. Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 9. If the Company has at least two members, the corporate units are freely transferable between the members.

The unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three-quarters (3/4) of the Company's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of owners of units representing no less than three-quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

Art. 10. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole member or of one of the members will not bring the Company to an end.

Art. 11. For no reason and in no case, the creditors, legal successors or heirs are allowed to seal assets or documents of the Company.

Title III. Administration

Art. 12. The Company shall be managed by a board of managers composed of at least 1 (one) manager having A-signatory powers and at least 1 (one) manager having B-signatory powers, either members or not.

The managers are appointed and removed by the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

Art. 13. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing or by cable, telegram, telex or telefax.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 15. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of members fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 16. Towards third parties the Company is validly bound by the joint signature of 2 (two) managers including the signature of one manager having A-signatory powers and one manager having B-signatory powers.

Art. 17. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 18. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December 31, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the corporation and shall terminate on December 31 of the year two thousand and six.

Art. 19. The annual accounts are drawn up by the managers as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Out of the annual net profits of the corporation, five percent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of the Company.

The general meeting of members, upon recommendation of the managers, will determine how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the managers;
2. These accounts show a profit including profits carried forward;
3. The decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the members;
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Title IV. Winding-up - Liquidation

Art. 20. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 21. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

All the corporate units have been entirely subscribed by TFS ACQUISITION CORPORATION, prenamed, and have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is as of now at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole member

The prenamed sole member, duly represented, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
2. The number of managers is set at 3 (three).
3. Mr François Brouxel, lawyer, born in Metz (France), on September 16, 1966, residing professionally in L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, is appointed A manager for an undefined duration.
4. Mr Ian Michael Stuart Downie, company director, born in Hong-Kong (China), on January 28th, 1949, residing at Beech Hill, Easton, Winchester, Hampshire, S050 7HP United Kingdom, is appointed B manager for an undefined duration.

5. Mrs Eva Monica Kalawski, company director, born in Worcester, Massachussets (USA), on May 23rd, 1955, residing at 2031 Canal Street, Venice, California, 90291 USA, is appointed B manager for an undefined duration.

6. The board of managers is hereby authorized to incorporate or give power to any lawyer of the Law firm WILDGEN & PARTNERS to incorporate a Luxembourg subsidiary and to fix the amount of its share capital at EUR 12,500.- represented by five hundred (500) corporate units with a par value of twenty-five (EUR 25.-) each, to subscribe to five hundred (500) units, to pay up these units, to represent the Company at the subsequent extraordinary general meeting of KING HOLDING II, S.à r.l., whereby, inter alia, the address of the registered office of KING HOLDING II, S.à r.l. will be fixed, and statutory appointment shall be resolved.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, duly represented, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-Bonnevoie, in the Office, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder, acting as here above stated, she signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le quatorze juillet.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

TFS ACQUISITION CORPORATION, une société de droit du Delaware, ayant son siège social à Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, in the City of Wilmington, County of New Castle, State of Delaware 19801, dûment représentée par Maître Anne Loubet, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Beverly Hills, le 29 juin 2006.

Cette procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée ainsi qu'il a été dit, a requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée régie par les lois y relatives et les présents statuts.

Titre 1^{er}. Forme - Dénomination - Durée - Siège - Objet

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle sous le nom de KING HOLDING I, S.à r.l. (ci-après la «Société») qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives en particulier celle du 28 décembre 1992 relative à la société à responsabilité limitée unipersonnelle, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la Société.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la détention, la gestion et le développement de ces participations.

L'objet de la Société sera, en particulier, l'acquisition de tous types de valeurs, négociables ou non, valeurs mobilières, obligations, titres de créance, effets de commerce et tous autres titres, y compris des valeurs émises par un Gouvernement, quel qu'il soit, ou par toute autre autorité internationale, nationale ou locale, et de tous autres droits s'y rattachant, que ce soit par achat, apport, souscription, option, ou par tout autre moyen, ainsi que le transfert par vente, échange ou par tout autre moyen. En outre, la Société est en droit de procéder à l'acquisition et au développement de brevets et licences s'y rapportant.

La Société pourra contracter des emprunts de toute sorte et procéder à l'émission d'obligations ou d'obligations convertibles en actions et de titres de créance. La Société pourra accorder toute assistance, prêt, avance ou garantie aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou à toutes sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra avoir également pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise ou dans toute société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

D'une manière générale, la Société peut exécuter toutes opérations commerciales, industrielles et financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Art. 6. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'entière des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Sauf stipulation contraire contenue dans la loi, les décisions de l'assemblée générale dûment convoquée seront prises à la simple majorité des présents et votants.

Le capital et d'autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être changés par l'associé unique ou par la majorité des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital. Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une décision unanime.

Si tous les associés sont présents ou représentés l'assemblée générale peut être tenue sans convocation ou publication préalable si l'assemblée constate qu'elle a bien été informée de l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 7. Chaque part donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société reconnaît une seule personne par part; si une part est détenue par plus d'une personne, la société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part aussi longtemps qu'une personne n'a été désignée comme étant le seul propriétaire dans les relations avec la Société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine de l'alinéa 1^{er} sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 9. Si la Société compte au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de décès d'un associé le transfert de parts sociales à des non-associés est soumis à l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants. Dans ce cas, cependant, l'agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. Administration

Art. 12. La Société sera gérée par un conseil de gérance composé d'au moins 1 (un) gérant ayant un pouvoir de signature A et au moins 1 (un) gérant ayant un pouvoir de signature B, associés ou non.

Les gérants sont désignés et révoqués par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs, rémunérations et durée des mandats.

Art. 13. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans la convocation.

Une convocation écrite de toute réunion du conseil de gérance doit être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en cas d'urgence pour lequel la nature des circonstances d'urgence doit être mentionnée dans la convocation. Cette convocation peut être écartée par l'accord écrit ou par télégramme, télex ou télécopie, ou par e-mail de chaque gérant. Des convocations séparées ne sont pas requises pour des réunions individuelles tenues à des lieux et heures prescrites dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en donnant pouvoir à un autre gérant par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail.

Les votes pourront être également effectués par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit avec l'approbation et la signature de tous les gérants ont le même effet que des résolutions votées en réunion des gérants.

Art. 14. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui préside une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 15. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec les intérêts de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des membres, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à tout comité (dont les membres n'ont pas à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 16. Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée par la signature conjointe de 2 (deux) gérants incluant la signature d'un gérant ayant un pouvoir de signature A ainsi que la signature d'un gérant ayant un pouvoir de signature B.

Art. 17. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 18. L'année sociale commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre, à l'exception du premier exercice social qui débutera au jour de constitution de la Société et se terminera le trente et un décembre de l'année deux mille six.

Art. 19. A la fin de chaque exercice, le Conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance;
2. ces comptes font apparaître un bénéfice y inclus les bénéfices reportés;
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés;
4. le versement est réalisé lorsque la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 20. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 21. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Paiement

L'intégralité des parts sociales a été souscrite par TFS ACQUISITION CORPORATION, préqualifiée, et a été intégralement libérée par un apport en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société ce dont il a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élève approximativement à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associée unique

L'associée unique, dûment représentée, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
2. Le nombre de gérants est fixé à 3 (trois).
3. Maître François Brouxel, avocat, né à Metz (France), le 16 septembre 1966, résidant professionnellement à L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse, est nommé gérant A de la Société pour une durée indéterminée.
4. Monsieur Ian Michael Stuart Downie, dirigeant, né à Hong-Kong (Chine), le 28 janvier 1949, résidant à Beech Hill, Easton, Winchester, Hampshire, S050 7HP United Kingdom, est nommé gérant B de la Société pour une durée indéterminée.
5. Madame Eva Monica Kalawski, dirigeante, née à Worcester, Massachusetts (USA), le 23 mai 1955, résidant au 2031 Canal Street, Venice, California 90291, USA, est nommée gérant B de la Société pour une durée indéterminée.

6. Le conseil de gérance est autorisé par la présente à constituer ou à donner pouvoir à tout avocat de l'Etude WILD-GEN & PARTNERS pour constituer une filiale luxembourgeoise à dénommer KING HOLDING II, S.à r.l., pour déterminer les statuts de cette filiale luxembourgeoise, pour fixer le montant de son capital social à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) représenté par cinq cents (500) parts sociales avec une valeur nominale de vingt-cinq (25) euros chacune, pour souscrire à ces cinq cents (500) parts sociales, pour libérer ces parts sociales et de représenter la Société à la subséquente assemblée générale extraordinaire de KING HOLDING II, S.à r.l., lors de laquelle il sera inter alia décidé de l'adresse du siège social de KING HOLDING II, S.à r.l. et des nominations statutaires.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la comparante, dûment représentée, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences avec la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait à Luxembourg-Bonnevoie, en l'Etude, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la mandataire, ès qualités qu'elle agit, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Loubet, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2006, vol. 154S, fol. 65, case 4. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 20 juillet 2006.

T. Metzler.

(073939.3/222/367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2006.

BREEZE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.
R. C. Luxembourg B 117.886.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the third of July.

Before the undersigned Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) MONUMENT TRUSTEES LIMITED, a company limited by shares organized under the laws of Ireland and having its registered office at 57 Herbert Lane, Dublin 2, Ireland,

here duly represented by Ms Sandra Fuchs, bank manager, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Dublin, on June 22, 2006;

2) Mr Adrian Masterson, manager, residing at 57 Herbert Lane, Dublin 2, Ireland, here duly represented by Ms Sandra Fuchs, bank manager, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Dublin, on June 22, 2006.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed and shall be registered therewith.

Such appearing parties have requested the notary to draw up the following articles of association of a société anonyme, which they declare organised among themselves:

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme, under the name of BREEZE FINANCE S.A. (the Company) which shall have the status of a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitisation (the Securitisation Law) and shall be subject to and governed by the Securitisation Law, the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Law) as well as by the present articles of association.

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. Purpose. The sole purpose of the Company is to enter into one or more securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law and the Company may, in this context, assume risks, existing or future, relating to the holding of assets, whether movable or immovable, tangible or intangible, as well as risks resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, in one or more transactions or on a continuous basis. The Company may assume those risks by acquiring the assets, guaranteeing the obligations or by committing itself in any other way. It may also transfer, to the extent permitted by law and these articles of association, dispose of the claims and other assets it holds, whether existing or future, in one or more transactions or on a continuous basis.

The Company may, in this same context, acquire, dispose and invest in loans, stocks, bonds, debentures, obligations, notes, advances, shares, warrants and other securities. The Company may grant pledges, other guarantees or security interests of any kind to Luxembourg or foreign entities and enter into securities lending activity on an ancillary basis.

The Company may open one or several compartments in accordance with Article 7 of these articles of association.

The Company may perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil and develop its purpose, as well as, all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above. The assets of the Company may only be assigned in accordance with the terms of the securities issued to finance the acquisition of such assets.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the board of directors. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 5. Share Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) consisting of three thousand one hundred (3,100) shares having a par value of ten Euro (EUR 10.-) each.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Art. 6. Form of Shares. The shares of the Company are in registered form.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by Article 39 of the Companies Law. Ownership of registered shares will be established by registration in the said register. Certificates of such registration may be issued and shall be signed by two directors.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person or if the ownership of such share is disputed, the persons claiming ownership of the share will have to appoint one sole proxy to represent such share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been designated as the sole owner towards the Company.

Art. 7. Compartments. The board of directors of the Company may create one or more compartments within the Company (the Compartment or the Compartments). Each Compartment shall, unless otherwise provided for in the resolution of the board of directors creating such Compartment, correspond to a distinct part of its assets and liabilities. The resolution of the board of directors creating one or more Compartments within the Company, as well as any subsequent amendments thereto, shall be binding as of the date of such resolution against any third party.

As between shareholders and creditors, each Compartment of the Company shall be treated as a separate entity. Rights of shareholders and creditors of the Company that (i) have, when coming into existence, been designated as relating to a Compartment or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a Compartment are, except if otherwise provided for in the resolution of the board of directors having created the relevant Compartment, strictly limited to the assets of that Compartment and which shall be exclusively available to satisfy such shareholders and creditors. Creditors and shareholders of the Company whose rights are not related to a specific Compartment of the Company shall have no rights to the assets of any such Compartment.

Unless otherwise provided for in the resolution of the board of directors of the Company having created such Compartment, no resolution of the board of directors of the Company may be taken to amend the resolution having created such Compartment or to take any other decision directly affecting the rights of the shareholders or creditors whose rights relate to such Compartment without the prior approval of all shareholders or creditors whose rights relate to this Compartment. Any decision of the board of directors taken in breach of this provision shall be void.

Each Compartment of the Company may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another Compartment or of the Company itself.

The Company may issue securities whose value or yield is linked to specific Compartments, assets or risks, or whose repayment is subject to the repayment of other instruments, certain claims or certain categories of shares.

Art. 8. General Meetings of the Shareholders of the Company. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting is convened by the board of directors. It shall also be convened upon request in writing of shareholders representing at least one fifth (1/5) of the Company's share capital. If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they all state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 15th of July at 11 a.m. If such day is a legal holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Luxembourg business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits required by the Companies Law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, cable, telegram, telex or facsimile. Except as otherwise required by the Companies Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be adopted by a simple majority of the shareholders present or represented and voting.

The board of directors may determine any other reasonable conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 9. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of three members at least who need not be shareholders of the Company. The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. Directors in office may be re-elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders by a simple majority vote of the shareholders of the Company.

In the event of a vacancy in the office of a director elected by the general meeting of shareholders because of death, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis by a resolution of the remaining directors elected by the general meeting of shareholders until the next meeting of shareholders, in compliance with the Companies Law.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors. The board of directors shall choose from among its members, a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside over all meetings of the shareholders and of the board of directors, but in his absence, the board of directors may appoint another director as chairman or the shareholders pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by electronic mail, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice requirement may be dispensed in the case of assent of each director in writing, by electronic mail, cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing, in writing or by electronic mail, telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent one or more of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by conference-call, video conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Meetings of the board of directors may also be held by conference-call or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a simple majority vote of the directors present or represented and voting at such meeting.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail, facsimile, or any other similar means of communication. The entirety of all such documents will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution. Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at a meeting of the board of directors.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, if any, or by two directors. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by two directors.

Art. 11. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the Company's purpose and the provisions of the Securitisation Law. All powers not expressly reserved by the Companies Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the board of directors.

Art. 12. Corporate Signature. The Company will be bound by the joint signature of two directors or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated to by the board of directors.

Art. 13. Delegation of Powers. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers. Such persons may be appointed in relation to one or more specific Compartments of the Company.

The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into management or advisory agreements according to which the above mentioned company or any other company previously approved by it will supply the Company with recommendations and advice with respect to the conduct of the Company's business and the accomplishment of its purpose, and according to which such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the board of directors of the Company, manage the Company's assets. The management or advisory agreements shall contain the rules governing the modification or expiration of such agreements which are otherwise concluded for an unlimited period. Such management or advisory agreements may be entered into in relation to one or more specific Compartments of the Company.

The board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 14. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

Art. 15. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 16. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (*réviseur d'entreprises*) appointed by the board of directors and remunerated by the Company.

The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the Companies Law and the Securitisation Law.

Art. 17. Financial Year. The accounting year of the Company shall begin on January first and shall terminate on December thirty-first of each year.

Art. 18. Profits. Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the directors prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

On separate accounts (in addition of the accounts held by the Company in accordance with the Companies Law and normal accounting practice), the Company shall determine at the end of each financial year, a result for each Compartment which will be determined as follows:

The result of each Compartment will consist in the balance of all income, profits or other receipts paid or due in any other manner in relation to the relevant Compartment (including capital gains, liquidation surplus and dividends distribution) and the amount of the expenses, losses taxes and other transfers of funds incurred by the Company during this exercise and which can regularly and reasonably be attributed to the management, operation of such Compartment (including fees, costs, corporate income tax on capital gain and expenses relating to dividend distribution).

All income and expenses not attributed to any specific Compartment shall be allocated to all the Company's Compartments on a pro rata basis of the shares issued in each Compartment.

The shareholder(s) will approve such separate accounts simultaneously with the accounts held by the Company in accordance with the Companies Law and normal practice. The eventual excess of the total of the credits on the total of the debits on each of these accounts shall be distributed as dividends to the shares of the corresponding Compartment in accordance with the Securitisation law.

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company, as stated in Article 5 (Share Capital) or as increased or reduced from time to time as provided in Article 5.

The remainder of the annual net profits shall be distributed as dividends to the shareholders in accordance with the Securitisation law. Payments of distributions shall be made to the shareholders at their addresses in the register of shareholders. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by the Companies Law.

The directors may decide to pay interim dividends to the shares of a specific Compartment on the basis of a statement of accounts prepared by the directors showing that sufficient funds are available for distribution in this Compartment, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits deriving from the associated Compartment since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by the Companies Law or by these articles of association.

The general meeting of shareholders may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as prescribed by the general meeting.

Art. 19. Liquidation of Compartments. Without prejudice to the provisions contained in Article 7 (Compartments), and subject to the authorisation of the shareholders in a shareholders' meeting which may be required when the articles of association of the Company are modified, each Compartment of the Company may be put into liquidation and its shares redeemed by a decision of the board of directors of the Company.

Art. 20. Liquidation of the Company. The Company may be put into liquidation by a resolution of the general meeting of the shareholders.

In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and fees.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of each Compartment of the Company held by them.

Art. 21. Applicable Law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Companies Law and the Securitisation Law.

Transitional provisions

1) The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2006.

2) The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2007.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed as mentioned hereafter:

1) MONUMENT TRUSTEES LIMITED, prenamed, three thousand ninety-nine shares	3,099
2) Mr Adrian Masterson, prenamed, one share	1
Total: three thousand one hundred shares	3,100

All the shares have been paid-up fully in cash so that the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) is as of now available to the Company, as it has been proved to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Companies Law and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration's or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately five thousand eight hundred Euro (EUR 5,800.-).

General meeting of shareholders

The above mentioned parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to a general meeting of shareholders. After verification of the due constitution of the meeting, the meeting has adopted the following resolutions by unanimous vote.

1. The number of directors is fixed at three.

2. The following persons are appointed directors of the Company:

a) Mr Andreas Fisch, private employee, born on 24 March 1966 in Trier, with professional address at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721, Luxembourg;

b) Mr Henri Zimmer, private employee, born on 21 December 1959 in Pétange, with professional address at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721, Luxembourg; and

c) Mr Holger Möller, private employee, born on 27 February 1956 in Hamburg, with professional address at 4, rue Alphonse Weicker, L-2721, Luxembourg.

3. The term of office of the directors shall end at the general meeting called to approve the accounts as of 31 December 2006.

4. The general meeting, according to Article 60 of the Companies Law, authorizes the board of directors to delegate the daily management of the Company and the representation of the Company in relation with this management to any of its members.

5. The registered address of the Company is 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of inconsistencies between the English and the German texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said proxyholder signed together with Us, the notary, the present deed.

Deutsche Übersetzung des englischen Textes:

Im Jahre zweitausendundsechs, den dritten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1) MONUMENT TRUSTEES LIMITED, eine Gesellschaft, gegründet nach irischem Recht, mit Geschäftssitz in 57, Herbert Lane, Dublin 2, Irland,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Fräulein Sandra Fuchs, Bankkauffrau, wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht, erteilt in Dublin, am 22. Juni 2006;

2) Herr Adrian Masterson, manager, wohnhaft in 57, Herbert Lane, Dublin 2, Irland, hier ordnungsgemäß vertreten durch Fräulein Sandra Fuchs, Bankkauffrau, wohnhaft in Luxembourg, auf Grund einer Vollmacht, erteilt in Dublin, am 22. Juni 2006.

Diese Vollmachten bleiben nach Unterzeichnung ne varietur durch die Bevollmächtigte der Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

Diese Erschienenen ersuchen den Notar, die Satzung einer société anonyme, die sie hiermit gründen, zu beurkunden:

Art. 1. Name. Hiermit wird zwischen den Zeichnern sowie allen zukünftigen Inhabern der in dieser Satzung ausgestellten Aktien eine Gesellschaft in Form einer société anonyme mit dem Namen BREEZE FINANCE S.A. errichtet (die Gesellschaft), die den Status einer Verbriefungsgesellschaft (société de titrisation) im Sinne des Gesetzes vom 22. März 2004 über die Verbriefung (das Verbriefungsgesetz) haben wird und dem Verbriefungsgesetz, dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in der geänderten Fassung, (das Gesellschaftsgesetz) sowie der vorliegenden Satzung unterliegt und nach diesen ausgelegt wird.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird für einen unbestimmten Zeitraum errichtet.

Art. 3. Zweck. Der ausschließliche Zweck der Gesellschaft besteht im Eingehen von einer oder mehreren Verbriefung(en) im Sinne des Verbriefungsgesetzes und die Gesellschaft ist in diesem Zusammenhang berechtigt, bestehende oder zukünftige Risiken zu übernehmen, die sich auf das Halten von beweglichen oder unbeweglichen, materiellen oder immateriellen Vermögenswerten beziehen, sowie Risiken, die aus den durch Dritte übernommenen Verpflichtungen entstehen oder sich ganz oder teilweise auf Aktivitäten Dritter beziehen, und zwar im Rahmen einer oder mehrerer Transaktion(en) oder fortlaufend. Die Gesellschaft ist berechtigt, diese Risiken durch den Erwerb der Vermögenswerte, die Zusicherung der Übernahme von Verpflichtungen oder durch eine anderweitige Verpflichtung zu übernehmen. Sie ist ebenfalls berechtigt, insofern das Gesetz und diese Satzung es zulassen, Forderungen und weitere Vermögenswerte, die sie hält, unabhängig davon, ob bestehend oder zukünftig, im Rahmen einer oder mehrerer Transaktion(en) oder fortlaufend abzuwickeln.

Die Gesellschaft ist in diesem Zusammenhang berechtigt, Darlehen, Aktien, Schuldscheine, Schuldverschreibungen, Verpflichtungen, Schuldtitel, Kredite, Bezugsrechte und sonstige Wertpapiere zu erwerben, zu veräußern oder in diese zu investieren. Die Gesellschaft ist berechtigt, luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen Pfand, sonstige Bürgschaften oder Sicherungsrechte jeglicher Art zu gewähren und zusätzlich Wertpapierleihaktivitäten nachzugehen.

Die Gesellschaft ist berechtigt, ein oder mehrere Teilvermögen in Übereinstimmung mit Artikel 7 dieser Satzung zu bilden.

Die Gesellschaft ist berechtigt, alle rechtlichen, wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Anlagen oder Geschäftstätigkeiten auszuführen, und im Allgemeinen, sämtliche Transaktionen, die für die Erfüllung oder Entwicklung ihres Zwecks erforderlich oder nützlich sind, sowie sämtliche Tätigkeiten, die direkt oder indirekt mit der Erleichterung der Erfüllung ihres Zwecks in sämtlichen vorstehend beschriebenen Bereichen verbunden sind. Die Vermögenswerte der Gesellschaft können lediglich in Übereinstimmung mit den Bedingungen der für die Finanzierung des Erwerbs dieser Vermögenswerte ausgegebenen Wertpapiere übertragen werden.

Art. 4. Geschäftssitz. Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Der Geschäftssitz kann innerhalb der gleichen Gemeinde durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können auch jederzeit Filialen oder Geschäftsstellen, sowohl in Luxemburg als auch im Ausland, eröffnet werden.

Falls der Verwaltungsrat erklärt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Ereignisse vorgefallen sind oder drohen, die die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dieser Geschäftsstelle und den Personen im Ausland beeinträchtigen würden, kann der Geschäftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; diese vorläufigen Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die, unbeschadet dieser zeitweiligen Verlegung, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Aktienkapital. Das gezeichnete Kapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) und ist in dreitausendeinhundert (3.100) Aktien mit einem Nennwert von jeweils zehn Euro (EUR 10,-) eingeteilt.

Das Aktienkapital der Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Aktionäre, der in der für eine Änderung dieser Satzung erforderlichen Form gefasst wird, erhöht oder verringert werden.

Art. 6. Form der Aktien. Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

Ein Register der eingetragenen Aktien wird am Geschäftssitz aufbewahrt, wo es jedem Aktionär zur Einsicht zur Verfügung steht. Dieses Register enthält alle Angaben, die von Artikel 39 des Gesellschaftsgesetzes vorgesehen sind. Das Eigentum an Namensaktien wird durch die Eintragung in dieses Register begründet. Aktienzertifikate können ausgestellt werden und sind durch zwei Geschäftsführer zu unterzeichnen.

Die Gesellschaft wird lediglich einen Eigentümer pro Aktie anerkennen. Wird eine Aktie durch mehr als eine Person gehalten, oder ist das Eigentum an dieser Aktie strittig, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Aktien geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus diesen Aktien resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung sämtlicher mit diesen Aktien verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine Person als alleiniger Eigentümer der Aktien gegenüber der Gesellschaft benannt wird.

Art. 7. Teilvermögen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, ein oder mehrere Teilvermögen innerhalb der Gesellschaft zu gründen (das Teilvermögen). Jedes Teilvermögen wird, vorbehaltlich einer anders lautenden Bestimmung im Beschluss des Verwaltungsrates, durch den diese Teilvermögen gegründet werden, separates Miteigentum oder ein separates Treuhandvermögen dar, die jeweils voneinander getrennten Teilen ihres Gesamtvermögens entsprechen.

Der Beschluss des Verwaltungsrates, eine oder mehrere Teilvermögen innerhalb der Gesellschaft zu gründen, sind gegenüber jedwedem Dritten bindend.

Zwischen Aktionären und Gläubigern ist jedes Teilvermögen der Gesellschaft als gesonderte Einheit zu behandeln. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger der Gesellschaft, die (i) bei Entstehen als sich auf ein Teilvermögen beziehend bestimmt wurden, oder (ii) in Zusammenhang mit der Errichtung, dem Betrieb oder der Auflösung eines Teilvermögens entstanden sind, sind, vorbehaltlich einer anderen Vereinbarung im Beschluss des Verwaltungsrates, durch den das betreffende Teilvermögen gegründet wurde, auf die Vermögenswerte dieser Teilvermögen beschränkt und stehen ausschließlich für die Befriedigung dieser Aktionäre und Gläubiger zur Verfügung. Die Gläubiger und Aktionäre der Gesellschaft, deren Rechte sich nicht auf ein bestimmtes Teilvermögen der Gesellschaft beziehen, haben keine Rechte auf die Vermögenswerte dieser Teilvermögen.

Vorbehaltlich anderer Bestimmungen im Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft, durch den diese Teilvermögen gegründet wurden, darf kein Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft, den Beschluss zu ändern, durch den diese Teilvermögen gegründet wurden, oder einen anderen Beschluss zu fassen, der direkt die Rechte der Aktionäre oder Gläubiger betrifft, deren Rechte sich auf dieses Teilvermögen beziehen, ohne die vorherige Zustimmung sämtlicher Aktionäre oder Gläubiger, deren Rechte sich auf dieses Teilvermögen beziehen, einzuholen. Jedweder Beschluss des Verwaltungsrates, der in Verletzung dieser Bestimmung gefasst wird, ist nichtig.

Jedes Teilvermögen der Gesellschaft kann gesondert aufgelöst werden, ohne dass diese Auflösung in der Auflösung eines anderen Teilvermögen oder der Gesellschaft selbst resultiert.

Die Gesellschaft ist berechtigt, Wertpapiere zu begeben, deren Wert oder Rendite mit bestimmten Teilvermögen, Vermögenswerten oder Risiken verbunden sind oder deren Rückzahlung der Rückzahlung sonstiger Handlungspapiere, bestimmter Ansprüche oder bestimmter Aktienkategorien unterliegt.

Art. 8. Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft. Jede ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung der Gesellschaft vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft. Die Hauptversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann ebenfalls auf schriftlichen Antrag der Aktionäre, die mindestens ein Fünftel (1/5) des Aktienkapitals der Gesellschaft vertreten, einberufen werden. Sind alle Aktionäre in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden zu sein, kann die Versammlung ohne vorherige Benachrichtigung abgehalten werden.

Die ordentliche Hauptversammlung ist in Luxemburg am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an jedem anderen Ort in Luxemburg abzuhalten, der in der Einberufung zur Versammlung am 15. Juli 11.00 Uhr angeführt wird. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg, wird die ordentliche Hauptversammlung an dem darauf folgenden luxemburgischen Werktag abgehalten. Weitere Aktionärsversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, die in den betreffenden Einberufungsschreiben angeführt werden.

Die Beschlussfähigkeit und die Zeitgrenzen, die durch das Gesellschaftsgesetz gefordert werden, regeln die Einberufungsschreiben und die Durchführung der Aktionärsversammlungen der Gesellschaft, vorbehaltlich einer anders lautenden Bestimmung in dieser Satzung.

Jede Aktie gewährt eine Stimme auf ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen. Ein Aktionär kann sich anlässlich der Hauptversammlung durch einen Dritten vertreten lassen, dessen Vollmacht schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax erteilt wurde. Vorbehaltlich einer anderweitigen Anforderung durch das Gesellschaftsgesetz, werden Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und stimmberechtigten Aktionäre gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Hauptversammlung teilnehmen zu können.

Art. 9. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat geleitet, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Mitglieder des Verwaltungsrats werden von den Aktionären bei der ordentlichen Hauptversammlung gewählt, anlässlich derer ihre Anzahl, Vergütung und die Dauer ihres Mandats bestimmt werden. Die Dauer des Mandats darf sechs Jahre nicht überschreiten und endet grundsätzlich mit der Bestellung ihres Nachfolgers. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wiedergewählt werden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden durch einen einfachen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Die Hauptversammlung der Aktionäre kann durch einfachen Mehrheitsbeschluss der Gesellschaft abgewählt werden.

Wird die Stelle eines Mitglieds des Verwaltungsrates durch Tod, Rücktritt oder aus einem sonstigen Grund frei, so kann das freigewordene Amt in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsgesetz zeitweilig durch einen Beschluss der übrigen durch die Hauptversammlung gewählten Mitglieder des Verwaltungsrats bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt werden.

Art. 10. Sitzungen des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat wählt aus dem Kreis seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und kann einen oder mehrere stellvertretenden Vorsitzenden bestellen. Er kann auch einen Schriftführer bestellen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der für das Führen der Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrats und der Hauptversammlungen zuständig ist. Der Verwaltungsrat kommt durch Einberufung seitens des Vorsitzenden oder zweier Mitglieder des Verwaltungsrats an dem in dem Einberufungsschreiben angeführten Ort zusammen.

Der Vorsitzende sitzt sämtlichen Hauptversammlungen und Vorstandssitzungen vor. In seiner Abwesenheit kann der Verwaltungsrat mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates ernennen, um den Vorsitz der Sitzungen zeitweilig zu führen.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates erhält mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung per E-Mail, ein Einberufungsschreiben, außer im Falle einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Auf vorangehende Einberufungsbedingungen kann verzichtet werden, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder schriftlich, per E-Mail, Kabel, Telegramm, Telex oder Fax oder mittels eines anderen Kommunikationsmittels zustimmen, dass auf die Einberufungsbedingungen verzichtet werden kann. Einberufungsschreiben sind nicht erforderlich für Sitzungen des Verwaltungsrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates festgesetzt wurden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann schriftlich, per E-Mail, per Telegramm, Telex oder Fax ein anderes Verwaltungsratsmitglied zu seinem Bevollmächtigten ernennen und durch ihn in der Sitzung handeln. Ein Verwaltungsratsmitglied kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann mittels Audiokonferenz, Videokonferenz oder sonstiger vergleichbarer Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, dass jeder Teilnehmer an der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme einer Person an dieser Sitzung.

Sitzungen des Verwaltungsrats können ebenfalls als Sitzungen mittels Audiokonferenz, Videokonferenz oder sonstiger vergleichbarer Telekommunikationsmittel abgehalten werden, vorausgesetzt, dass jeder Teilnehmer an der Sitzung alle anderen verstehen kann.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens eine Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse des Verwaltungsrates können auch durch Rundschreiben mittels schriftlicher, durch E-Mail, Fax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, vorausgesetzt, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das als Nachweis der Beschlussfassung dient. Beschlüsse in Schriftform, die durch sämtliche Verwaltungsratsmitglieder genehmigt und unterzeichnet sind, haben die gleiche Wirksamkeit wie auf einer Verwaltungsratssitzung abgestimmte Beschlüsse.

Die Protokolle aller Sitzungen des Verwaltungsrats werden durch den Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, durch den stellvertretenden Vorsitzenden, wenn vorhanden, bzw. durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge dieser Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden von dem Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Art. 11. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, die dem Gesellschaftszweck und den Bestimmungen des Verbriefungsgesetzes entsprechen. Der Verwaltungsrat hat sämtliche Befugnisse, die durch das Gesellschaftsgesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind.

Art. 12. Unterschrift. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die Unterschrift der durch den Verwaltungsrat bevollmächtigten Person(en) verpflichtet.

Art. 13. Übertragung der Befugnisse. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, seine Befugnisse zur Ausführung der täglichen Geschäftsführung und der Belange der Gesellschaft (einschließlich des Rechts, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) sowie seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen der Förderung der Unternehmensgrundsätze und des Unternehmenszwecks an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zu übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen, die über die durch den Verwaltungsrat bestimmten Befugnisse verfügen und berechtigt sind, wenn der Verwaltungsrat dies genehmigt, deren Befugnisse zu übertragen. Diese Personen können in Bezug auf ein oder mehrere bestimmte Teilvermögen der Gesellschaft ernannt werden.

Die Gesellschaft kann mit jeder luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaft Geschäftsführungs- oder Beratungsverträge abschließen, gemäß denen die vorstehend angeführte Gesellschaft oder jede andere durch diese vorab genehmigte Gesellschaft, der Gesellschaft Empfehlungen und Rat im Hinblick auf die Ausführung der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft und die Erfüllung ihres Zwecks erteilen wird, und gemäß denen diese Gesellschaft berechtigt ist, laufend und vorbehaltlich der Gesamtkontrolle und endgültigen Haftung des Verwaltungsrates der Gesellschaft, die Vermögenswerte der Gesellschaft zu verwalten. Die Geschäftsführungs- oder Beratungsverträge enthalten die Bestimmungen zu Änderung oder Ablauf dieser Verträge, die ansonsten für einen unbestimmten Zeitraum abgeschlossen werden. Diese Geschäftsführungs- oder Beratungsverträge können in Bezug auf ein oder mehrere bestimmte Teilvermögen der Gesellschaft abgeschlossen werden.

Der Verwaltungsrat kann ebenfalls besondere Aufgaben durch privatschriftliche oder beglaubigte Vollmacht übertragen.

Art. 14. Interessenkonflikt. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder an diesem anderen Unternehmen ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, der Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder einem Unternehmen ist, mit der/dem die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder mit diesem anderen Unternehmen nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetztes Interesse mitteilen und

im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet.

Art. 15. Entschädigung der Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft kann jedes Mitglied des Verwaltungsrates oder jeden leitenden Angestellten ebenso wie dessen Erben, Vollstreckungsbevollmächtigte und Verwalter von angemessenen Auslagen freihalten, die von solchen Personen im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem sonstigen Verfahren entstanden sind, an dem sie auf Grund ihrer gegenwärtigen oder ehemaligen Stellung als Verwaltungsratsmitglied(er) oder leitende(r) Angestellte(r) der Gesellschaft oder, auf Antrag, auch einer anderen Gesellschaft Gläubiger ist und von der sie keine Entschädigung erhalten, beteiligt ist, außer in Fällen, in welchen sie auf Grund solcher Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren wegen grob fahrlässigen oder fehlerhaften Verhaltens endgültig verurteilt werden; im Falle eines Vergleichs erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, die von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern die Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt bekommt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung beging. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt weitere Ansprüche nicht aus.

Art. 16. Wirtschaftsprüfer. Die Buchhaltungsdaten in dem Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) geprüft, der von dem Verwaltungsrat ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der unabhängige Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesellschaftsgesetzes und des Verbriefungsgesetzes.

Art. 17. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 18. Gewinn. Die Konten werden jedes Jahr am einunddreißigsten Dezember geschlossen und die Verwaltungsratsmitglieder bereiten eine Bestandaufnahme vor, die die Angabe des Werts der Aktiva und Passiva der Gesellschaft umfasst. Jeder Aktionär ist berechtigt, die vorstehende Bestandaufnahme und die Bilanz am Geschäftssitz der Gesellschaft einzusehen.

Die Gesellschaft wird auf gesonderten Konten (zusätzlich zu den Konten, die durch die Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsgesetz und der üblichen Buchhaltungspraxis geführt werden) zum Ende eines jeden Geschäftsjahres ein Ergebnis für jedes Teilvermögen bestimmen, das wie folgt festgelegt wird:

Das Ergebnis einer jeden Teilvermögens besteht in der Differenz von sämtlichen Erträgen, Gewinnen oder sonstigen gezahlten oder auf eine andere Art und Weise fälligen Einnahmen in Bezug auf das betreffende Teilvermögen (einschließlich Veräußerungsgewinne, Liquidationsüberschuss und Dividendenausschüttung) und dem Betrag der Ausgaben, Verluste, Steuern und sonstigen Mitteltransfers, die der Gesellschaft während dieser Ausübung entstanden sind und ordnungsgemäß der Geschäftsführung und dem Betrieb dieses Teilvermögens zugewiesen werden können (einschließlich Gebühren, Kosten, Körperschaftssteuern auf Veräußerungsgewinne und Ausgaben bezüglich der Dividendenausschüttung). Sämtliche keinem bestimmten Teilvermögen zugewiesene Erträge und Ausgaben werden sämtlichen Teilvermögen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis der in den jeweiligen Teilvermögen ausgegebenen Aktien zugewiesen.

Der/die Aktionär(e) wird/werden diese gesonderten Konten gleichzeitig mit den durch die Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsgesetz und der üblichen Praxis gehaltenen Konten genehmigen. Der mögliche Überschuss des gesamten Habens und Solls auf diesen Konten ist in Form von Dividenden zu den Aktien des entsprechenden Teilvermögens in Übereinstimmung mit dem Verbriefungsgesetz auszuschütten.

Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals, wie in Artikel 5 (Aktienkapital) angeführt oder von Zeit zu Zeit erhöht bzw. verringert, wie in Artikel 5 vorgesehen.

Der übrige Teil des jährlichen Nettogewinns ist in Form von Dividenden an die Aktionäre in Übereinstimmung mit dem Verbriefungsgesetz auszuschütten. Die Ausschüttungen sind an die Aktionäre an deren im Aktienregister vermerkte Anschriften zu tätigen.

Die Ausschüttungen können in der Währung und zu dem Zeitpunkt und an dem Ort getätigt werden, die der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Abschlagsdividenden können in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzes ausgeschüttet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können beschließen, Abschlagsdividenden für die Aktien eines bestimmten Teilvermögens auf Grundlage einer durch die Verwaltungsratsmitglieder erstellten Abrechnung zu zahlen, in der ausgewiesen ist, dass ausreichend Mittel für die Ausschüttung in diesem Teilvermögen zur Verfügung stehen; es wird vorausgesetzt, dass der auszuschüttende Betrag die erzielten Gewinne aus den verbundenen Teilvermögen ab Ende des letzten Geschäftsjahres nicht übersteigen darf, zuzüglich Gewinnvorräte und verteilungsfähige Rücklagen, jedoch abzüglich Verlustvorräte und Summen, die einer durch das Gesellschaftsgesetz oder diese Satzung festgelegten Rücklage zuzuweisen sind.

Die Hauptversammlung ist berechtigt, zu beschließen, Aktien-Dividenden an Stelle von Bardividenden zu solchen Bedingungen auszuschütten, die durch die Hauptversammlung bestimmt werden.

Art. 19. Liquidation der Teilvermögen. Unbeschadet der in Artikel 7 (Teilvermögen) enthaltenen Bestimmungen und vorbehaltlich der Genehmigung der Aktionäre auf einer Aktionärsversammlung, die erforderlich sein kann, wenn die Satzung der Gesellschaft geändert wird, kann jedes Teilvermögen der Gesellschaft aufgelöst werden und dessen Aktien durch einen Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft zurückgenommen werden.

Art. 20. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss der Hauptversammlung aufgelöst werden.

Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und durch die Hauptversammlung benannt werden, die diese Auflösung beschließt und die Befugnisse und Vergütung festsetzt.

Der aus der Liquidierung der Vermögenswerte und der Zahlung der Verbindlichkeiten resultierende Überschuss ist unter den Aktionären im Verhältnis zu den durch diese gehaltenen Aktien des jeweiligen Teilvermögens der Gesellschaft zu verteilen.

Art. 21. Anwendbares Recht. Sämtliche durch diese Satzung nicht geregelten Belange sind in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsgesetz und dem Verbriefungsgesetz festzulegen.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Datum der Gründung der Gesellschaft und endet am einunddreißigsten Dezember 2006.

2) Die erste Hauptversammlung ist abzuhalten im Jahr 2007.

Zeichnung und Zahlung

Die Zeichner haben wie folgt gezeichnet:

1) MONUMENT TRUSTEES LIMITED, vorgenannt, dreitausendneunundneunzig Aktien.	3.099
2) Herr Adrian Masterson, vorgenannt, eine Aktie.	1
Gesamt: dreitausendeinhundert Aktien.	3.100

Sämtliche Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) ab jetzt der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesellschaftsgesetzes erfüllt sind.

Kosten

Die Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen, die der Gesellschaft anlässlich gegenwärtiger Gründung entstehen, werden auf ungefähr fünftausendzweihundert Euro (EUR 5.200,-) geschätzt.

Hauptversammlung

Die vorstehend angeführten Personen, die das gesamte Gesellschaftskapital darstellen und sich selbst als vollständig zusammen getreten erachten, sind unverzüglich zu einer Hauptversammlung übergegangen. Nach Überprüfung der ordnungsgemäßen Zusammensetzung der Versammlung, hat die Versammlung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst.

1. Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei festgelegt.

2. Folgende Personen sind zu Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft ernannt:

a) Andreas Fisch, Privatbeamter, geboren am 24. März 1966, in Trier, mit Geschäftsanschrift in 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg;

b) Henri Zimmer, Privatbeamter, geboren am 21. Dezember 1959, in Pétange, mit Geschäftsanschrift in 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg;

c) Holger Möller, Privatbeamter, geboren am 27. Februar 1956, in Hamburg, mit Geschäftsanschrift in 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg.

3. Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der Hauptversammlung, die über die Jahresbilanz zum 31. Dezember 2006 entscheidet.

4. Die Hauptversammlung ermächtigt, gemäß Artikel 60 des Gesellschaftsgesetzes, den Verwaltungsrat, die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Vertretung der Gesellschaft in Bezug auf diese Geschäftsführung auf jedes ihrer Mitglieder zu übertragen.

5. Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der vorgenannten Parteien, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der Erschienenen hat dieselbe mit Uns, dem Notar, die gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Signé: S. Fuchs, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2006, vol. 154S, fol. 54, case 4. – Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2006.

A. Schwachtgen.

(075288.3/230/607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

84559

COSELUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8055 Bertrange, 166, rue de Dippach.
R. C. Luxembourg B 65.949.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2006, réf. LSO-BR02534, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 25 juillet 2006.

COSELUX, S.à r.l.

Signature

(075388.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

NEW PROPERTY CORPORATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 61.104.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2006, réf. LSO-BS07040, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2006.

Pour NEW PROPERTY CORPORATION S.A.

Signature

(075390.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

ATLAS COPCO FINANCE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 117.931.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the fourth day of July.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

ROBBINS EUROPE AB, a company with limited liability incorporated and organized under the laws of Sweden, having its registered office at Sickla Industriväg 3, Nacka SE-105 23 Stockholm, Sweden, registered with the Companies register of Sundsvall (Swe. Bolagsverket) under organisation number 556062-0212,

represented by M^e Cécile Henlé, attorney-at-law, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Stockholm on June 19, 2006.

The said proxy, after having been signed *in* varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name

There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name ATLAS COPCO FINANCE, S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circum-

stances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, units in investment funds, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares in registered form with a par value of twenty-five Euro (EUR 25) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of managers of Class A and managers of Class B. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of Class A of the Company acting jointly with another manager of Class A or any manager of Class B of the Company.

Art. 9. Procedure

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or scanned copies.

Art. 10. Representation

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager or, as the case may be, by the signature of any manager of Class A of the Company acting jointly with another manager of Class A or any manager of Class B of the Company or, by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers

The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and voting rights

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company

is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the single manager or, as the case may be, the board of managers;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or the general meeting of shareholders;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VI. General provision

Art. 17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2006.

Subscription - Payment

Thereupon, ROBBINS EUROPE AB, previously named and represented as stated above, declares to have subscribed for the whole share capital of the Company and to have fully paid up all five hundred (500) shares by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this extraordinary general meeting is estimated at approximately two thousand five hundred Euro (EUR 2,500).

Resolutions of the single shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the single shareholder of the Company has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

a) Managers of Class A:

- Mr Ken Lagerborg, director, born in Norfolk, Virginia, United States of America, on August 31, 1958, with professional address at Sickla Industriväg 3, Nacka, SE-105 23 Stockholm, Sweden; and

- Mr Alex Bongaerts, director, born in Antwerp, Belgium, on January 8, 1960, with professional address at Boomsesteenweg 957, BE-2610 Wilrijk, Belgium;

b) Managers of Class B:

- Mr Claude Weber, director, born in Luxembourg on April 24, 1960, residing at 82, rue du Cimetière, L-7313 Luxembourg; and

- Mr Stéphane Menant, director, born in Paris, France, on November 24, 1956, residing at 63, rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le quatrième jour du mois de juillet.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ROBBINS EUROPE AB, une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois en vigueur en Suède, ayant son siège social à Sickla Industriväg 3, Nacka SE-105 23 Stockholm, Suède, inscrite auprès du registre des sociétés de Sundsvall (Swe. Bolagsverket), sous le numéro 556062-0212,

représentée par M^e Cécile Henlé, avocat, avec son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Stockholm, le 19 juin 2006.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination

Il est établi une société à responsabilité limitée, sous la dénomination ATLAS COPCO FINANCE, S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, parts dans des fonds d'investissement, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital

5.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par cinq cents (500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance composé de gérants de Classe A et de gérants de Classe B. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2. Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus d'un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant unique, ou s'il y a plus d'un gérant, par tout gérant de Classe A de la Société agissant conjointement avec un autre gérant de Classe A ou tout gérant de Classe B de la Société.

Art. 9. Procédure

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre, téléfax ou copies scannées.

Art. 10. Représentation

La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de son gérant unique ou, le cas échéant, par la signature de tout gérant de Classe A de la Société agissant conjointement avec un autre gérant de Classe A ou tout gérant de Classe B de la Société, ou par les signatures individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants

Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant unique ou le conseil de gérance;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2006.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, ROBBINS EUROPE AB, prénommée et représentée comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit à l'entière du capital social de la Société et d'avoir libéré intégralement les cinq cents (500) parts sociales par un versement en espèces, si bien que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Coûts

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ deux mille cinq cents euros (EUR 2.500).

Décisions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

(a) Gérants de Classe A:

- M. Ken Lagerborg, administrateur, né à Norfolk, Virginie, Etats-Unis d'Amérique, le 31 août 1958, ayant son adresse professionnelle à Sickla Industriväg 3, Nacka, SE-105 23 Stockholm, Suède; et

- M. Alex Bongaerts, administrateur, né à Anvers, Belgique, le 8 janvier 1960, ayant son adresse professionnelle à Boomsesteenweg 957, BE-2610 Wilrijk, Belgique;

(b) Gérants de Classe B:

- M. Claude Weber, administrateur, né à Luxembourg, le 24 avril 1960, demeurant au 82, rue du Cimetière, L-7313 Luxembourg; et

- M. Stéphane Menant, administrateur, né à Paris, France, le 24 novembre 1956, France, demeurant au 63, rue de Hollerich, L-1741 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. Henle, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2006, vol. 154S, fol. 62, case 1. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2006.

A. Schwachtgen.

(076083.3/230/434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

E.C.R. DIFFUSION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3879 Schifflange, 54, rue du Docteur Welter.

R. C. Luxembourg B 67.462.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2006, réf. LSO-BR02543, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 25 juillet 2006.

COSELUX, S.à r.l.

Signature

(075400.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

D.E.S. - DEVELOPMENT EUROPEAN STORES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 42.769.

Le bilan au 31 août 2005, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2006, réf. LSO-BS07032, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2006.

Pour D.E.S. - DEVELOPMENT EUROPEAN STORES S.A.

Signature

(075402.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

BUREAU D'ARCHITECTES BOPP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 62, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 90.719.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2006, réf. LSO-BS04356, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 24 juillet 2006.

Pour BUREAU D'ARCHITECTES BOPP S.A.

FIDUCIAIRE ROGER LINSTER

V. Roman

(075410.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

DIRECT-LOCATIONS / AGENCE ROYAL BUSINESS, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 77.532.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 9 juin 2006, réf. LSO-BR02541, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 25 juillet 2006.

COSELUX, S.à r.l.

Signature

(075405.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

**COMPAGNIE DE FINANCEMENTS ET D'INVESTISSEMENTS HOLDING S.A.,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 78.521.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08792, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2006.

Signature.

(075421.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

HANSA OVERSEAS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 86.962.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08798, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2006.

Signature.

(075425.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

ELECTRO & KICHENZENTER, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3672 Kayl, 24, rue de Tétange.
R. C. Luxembourg B 74.136.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2006, réf. LSO-BS07140, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2006.

SOFINTER S.A.

Signature

(075427.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

CLIMATE CHANGE CAPITAL CARBON FUND II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R. C. Luxembourg B 117.930.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the twenty-second of June.

Before the undersigned Maître Martine Schaeffer, notary residing in Remich, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, civil law notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent, the latter remaining depositary of the present deed.

There appeared:

MONUMENT TRUSTEES LIMITED, a company having its registered office at 57 Herbert Lane, Dublin 2, Ireland, here represented by Mr Lionel Spizzichino, LL.M., residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Dublin (Ireland), on 20th of June 2006.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacities, has required the officiating notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which he deems to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the dealing and undertaking of related activities in environmental, energy and other instruments and their derivatives, the investment in and trading of emission reduction instruments using a variety of strategies and investments techniques, in commodities and financial instruments in markets which influence the value of emissions reduction instruments, as well as similar environmental commodities. The Company may utilise such investment techniques as option transactions, margin transactions, short sales, leverage, derivatives trading and futures and forward contracts.

The purpose of the Company is also the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general or limited shareholder with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of CLIMATE CHANGE CAPITAL CARBON FUND II, S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.00) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three-quarters of the share capital at least. The existing shareholders shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of contribution in cash.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three-quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three-quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers (gérants), who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

In case of a single manager, the Company will be bound in all circumstances by the sole signature of such manager. This provision does not affect the internal decision-making process described in article 13 of these articles of association.

In case of several managers, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any two managers. This provision does not affect the internal decision-making process described in article 13 of these articles of association.

Art. 13. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of managers, but in his absence, the shareholders or the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, except where the board of managers has to decide on the appointment or dismissal of any Investment Manager, in which case all the managers must be present or represented at the meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. Where the board of managers has to decide on the appointment or dismissal of any Investment Manager, decisions shall be taken by the unanimous votes of all the managers of the Company.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 17. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three-quarters of the share capital at least.

Art. 19. If the Company has only one shareholder, such sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 21. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. The board of managers is authorised to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and payment

All the five hundred (500) shares have been subscribed by MONUMENT TRUSTEES LIMITED, prenamed.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the last day of December 2006.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand nine hundred (1,900.00) EUR.

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, MONUMENT TRUSTEES LIMITED, representing the entirety of the subscribed capital has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.
2. MONUMENT TRUSTEES LIMITED resolves to elect as managers of the company for an indefinite period:
 - Mr David DeRosa, 495 White Oak Shade Road, CT 06840, United-States;
 - Mr H. William Koster, Jr., 111 Main Street, P.O. box 521 Salisbury, CT 06068, United-States;
 - Mr Pierre Carras, 7-9, rue Dicks, L-4081 Esch-sur-Alzette Luxembourg;
 - Mr Gareth Hughues, 49 Grosvenor Street, London W1K 3HP, United Kingdom.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the proxyholder of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the above-appearing party, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille six, le vingt-deux juin.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absent, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

A comparu:

MONUMENT TRUSTEES LIMITED, une société ayant son siège social au 57 Herbert Lane, Dublin 2, République d'Irlande,

ici représentée par Monsieur Lionel Spizzichino, LL.M. demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Dublin (Irlande) en date du 20 juin 2006.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet le négoce et les activités liées aux titres et autres instruments financiers en rapport avec l'environnement, l'énergie ou d'autres domaines, ainsi que leurs instruments dérivés, la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut également agir comme associé commandité ou commanditaire, responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures sociétaires similaires.

La Société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de CLIMATE CHANGE CAPITAL CARBON FUND II, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par simple décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) représentée par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur de vingt-cinq euros (EUR 25,00) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales en cas de contribution en numéraire.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Ils sont librement révocables à tout moment et sans cause.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée en toutes circonstances par la seule signature de ce gérant. Cette disposition ne porte pas atteinte à la procédure interne de prise de décision décrite à l'article 13 des présents statuts.

En cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants. Cette disposition ne porte pas atteinte à la procédure interne de prise de décision décrite à l'article 13 des présents statuts.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance, hormis dans le cas où le conseil de gérance doit se prononcer sur la nomination ou la révocation de tout Investment Manager, auquel cas tous les gérants doivent être présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. Au cas où le conseil de gérance doit se prononcer sur la nomination ou la révocation de tout Investment Manager, les décisions sont prises à l'unanimité des voix de tous les gérants de la Société.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Les gérants ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 19. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 20. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 21. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

L'intégralité des cinq cents (500) parts sociales a été souscrite par MONUMENT TRUSTEES LIMITED, préqualifiée.

Les actions ainsi souscrites sont entièrement libérées, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2006.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille neuf cents (1.900,00) EUR.

Résolutions

Et aussitôt MONUMENT TRUSTEES LIMITED, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.

2. MONUMENT TRUSTEES LIMITED décide d'élire les personnes suivantes en tant que gérants de la société pour une durée indéterminée:

- M. David DeRosa, 495 White Oak Shade Road, CT 06840, Etats-Unis;
- M. H. William Koster, Jr., 111 Main Street, P.O. box 521 Salisbury, CT 06068, Etats-Unis;
- M. Pierre Carras, 7-9, rue Dicks, L-4081 Esch-sur-Alzette, Luxembourg;
- M. Gareth Hughues, 49 Grosvenor Street, London W1K 3HP, Angleterre.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec Nous, notaire.

Signé: L. Spizzichino, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juin 2006, vol. 154S, fol. 22, case 2. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2006.

A. Schwachtgen.

(076080.3/230/330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

RHODODENDRON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 13.173.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 24 juillet 2006, réf. LSO-BS08799, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juillet 2006.

Signature.

(075428.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

CONTINENTAL INVESTMENTS AND MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 34.032.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2006, réf. LSO-BS05424, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2006.

Signature.

(075430.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

CHIMINTER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 15.326.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2006, réf. LSO-BS08285, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(076523.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

CHIMINTER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 15.326.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2006, réf. LSO-BS08287, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(076526.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juillet 2006.

LINSTER BUREAUTIQUE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Luxembourg, 20, Z.A.I. Bourmicht.
R. C. Luxembourg B 6.631.

L'an deux mille six, le dix juillet.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Jean-Luc Linster, diplômé en gestion d'entreprises, né à Luxembourg le 27 mars 1971, demeurant à L-1134 Luxembourg, 22, rue Charles Arendt;
- 2.- Monsieur Marc Linster, diplômé en sciences économiques et financières, né à Luxembourg le 25 septembre 1969, demeurant à L-8030 Strassen, 113, rue du Kiem;
- 3.- Monsieur Gaston Linster, commerçant, né à Luxembourg le 7 mai 1931, demeurant à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents.

Les comparants ont exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

I.- Les comparants sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée LINSTER BUREAUTIQUE, S.à r.l., ayant son siège social à L-1613 Luxembourg, 13, rue Glesener, constituée sous la dénomination de R. ET G. LINSTER et sous forme d'une société en nom collectif suivant acte sous seing privé, du 2 avril 1964, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C, de 1964, page 1355, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois, aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 31 décembre 1996, publié au Mémorial C, numéro 197 du 21 avril 1997.

La société est immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 6.631.

II.- Le capital social est fixé à cinq millions quatre cent mille francs luxembourgeois (LUF 5.400.000,-), représenté par cinq mille quatre cents (5.400) parts sociales de mille francs luxembourgeois (LUF 1.000,-) chacune, entièrement souscrites et libérées.

III.- Il résulte de trois cessions de parts sociales sous seing privé datées du 24 mars 2005, publiées par mention au Mémorial C, numéro 851 du 7 septembre 2005 que les parts sociales sont réparties entre les associés comme suit:

1.- Monsieur Jean-Luc Linster, préqualifié, deux mille six cent quatre-vingt-dix-sept parts sociales	2.697
2.- Monsieur Marc Linster, préqualifié, deux mille six cent quatre-vingt-dix-sept parts sociales	2.697
3.- Monsieur Gaston Linster, préqualifié, six parts sociales	<u>6</u>
Total: cinq mille quatre cents parts sociales	5.400

IV.- Les associés représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués et à l'unanimité des voix ils prennent les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés constatent le transfert de siège social de la société de L-1613 Luxembourg, 13, rue Glesener, à L-8070 Bertrange, 20, Z.A.I. Bourmicht, depuis le 1^{er} décembre 2005.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, les associés décident de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le siège de la société est établi à Bertrange».

Troisième résolution

Les associés décident de convertir le capital, actuellement exprimé en francs luxembourgeois en euros, en utilisant le taux de conversion officiel de quarante virgule trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf francs luxembourgeois (LUF 40,3399) pour un euro (EUR 1,-), de sorte que le capital social est désormais de cent trente-trois mille huit cent soixante-deux euros et cinquante cents (EUR 133.862,50).

Quatrième résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social à concurrence de cinquante-sept euros et cinquante cents (EUR 57,50) en vue de le porter de cent trente-trois mille huit cent soixante-deux euros et cinquante cents (EUR 133.862,50) à cent trente-trois mille neuf cent vingt euros (EUR 133.920,-) sans émission de parts sociales nouvelles mais par augmentation correspondante de la valeur nominale des parts sociales existantes, de sorte que le capital social sera désormais de cent trente-trois mille neuf cent vingt euros (EUR 133.920,-) représenté par cinq mille quatre cents (5.400) parts sociales de vingt-quatre euros et quatre-vingts cents (EUR 24,80) chacune.

La présente augmentation de capital a été entièrement souscrite et libérée par les associés préqualifiés, au prorata de leur participation dans la société, au moyen de versements en espèces, de sorte que la somme de cinquante-sept euros et cinquante cents (EUR 57,50) se trouve dès à présent à la disposition de la Société ce que les associés reconnaissent mutuellement.

Cinquième résolution

Suite aux cessions de parts dont il a été question sub III. et aux résolutions qui précèdent, les associés décident de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à cent trente-trois mille neuf cent vingt euros (EUR 133.920,-) représenté par cinq mille quatre cents (5.400) parts sociales de vingt-quatre euros et quatre-vingts cents (EUR 24,80) chacune.

Ces parts sociales appartiennent aux associés comme suit:

1) à Monsieur Jean-Luc Linster, diplômé en gestion d'entreprises, né à Luxembourg le 27 mars 1971, demeurant à L-1134 Luxembourg, 22, rue Charles Arendt, deux mille six cent quatre-vingt-dix-sept parts sociales . . .	2.697
2) à Monsieur Marc Linster, diplômé en sciences économiques et financières, né à Luxembourg, le 25 septembre 1969, demeurant à L-8030 Strassen, 113, rue du Kiem, deux mille six cent quatre-vingt-dix-sept parts sociales	2.697
3) à Monsieur Gaston Linster, commerçant, né à Luxembourg le 7 mai 1931, demeurant à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, six parts sociales	6
Total: cinq mille quatre cents parts sociales	5.400

Toutes les parts sociales sont intégralement libérées.»

V.- Le montant des frais, rémunérations et charges en raison des présentes, estimé sans nul préjudice à la somme de sept cents euros (EUR 700,-), est à charge de la société qui s'y oblige, les associés en étant solidairement tenus envers le notaire.

VI.- Les comparants élisent domicile au siège de la société.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg-Bonnevoie, en l'Etude.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'eux connue aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec Nous, Notaire.

Signé: J.-L. Linster, M. Linster, G. Linster, T. Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 12 juillet 2006, vol. 154S, fol. 53, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 21 juillet 2006.

T. Metzler.

(074583.3/222/85) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2006.

LINSTER BUREAUTIQUE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Luxembourg, 20, Z.A.I. Bourmicht.

R. C. Luxembourg B 6.631.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 21 juillet 2006.

T. Metzler.

(074586.3/222/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2006.

DE SCHWEESPUNKT, S.à r.l. ET CIE, Société en commandite simple.

Siège social: L-4431 Belvaux, 40, rue de Champs.

R. C. Luxembourg B 55.846.

DISSOLUTION

L'an deux mille six, le vingt et un juin.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

- 1.- La société DE SCHWEESPUNKT, S.à r.l., établie et ayant son siège à L-4431 Belvaux, 40, rue des Champs, ici représentée Monsieur Paul Künsch, commerçant, demeurant à Belvaux, agissant en sa qualité de gérant;
- 2.- Monsieur Paul Künsch, commerçant, demeurant à L-4431 Belvaux, 40, rue des Champs;
- 3.- Madame Anny Jacoby, sans état, épouse de Monsieur Paul Künsch, demeurant à L-4431 Belvaux, 40, rue des Champs;

4.- Monsieur Alain Künsch, employé, demeurant à L-4405 Soleuvre, 4, rue Leon Kauffman.

Lesquels comparants prient le notaire instrumentant de documenter:

- qu'ils sont les seuls associés de la société en commandite simple DE SCHWEESPUNKT, S.à r.l. ET CIE, avec siège social à L-4431 Belvaux, 40, rue des Champs, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 55.846,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 juillet 1996, publié au Mémorial C numéro 552 du 29 octobre 1996,

dont le capital social de deux millions cent mille francs (2.100.000,-), représenté par vingt et une (21) parts sociales d'une valeur nominale de cent mille francs (100.000,-) chacune est réparti comme suit:

1.- La société DE SCHWEESPUNKT, S.à r.l., prénommée, une part sociale	1
2.- Monsieur Paul Künsch, prénommé, dix parts sociales	10
3.- Madame Anny Jacoby, prénommée, sept parts sociales	7
4.- Monsieur Alain Künsch, prénommé, trois parts sociales	3
Total: vingt et une parts sociales	21

- qu'ils décident de dissoudre ladite société, dont ils déclarent connaître parfaitement la situation financière et les statuts;
- que tout le passif connu de la société a été réglé, sinon dûment provisionné;
- qu'en leur qualité d'associés, ils reprennent tout l'actif à leur compte;
- qu'ils reprennent à leur compte tout passif éventuel, même non encore connu, et qu'ils assument pour autant que de besoin, la qualité de liquidateur;
- que la liquidation de la société peut être considérée comme définitivement clôturée;
- que décharge est accordée aux gérants de la société;
- que les livres et documents de la société se trouvent conservés pendant cinq (5) ans au siège de ladite société.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Künsch, A. Jacoby, A. Künsch, F. Kessler.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 26 juin 2006, vol. 918, fol. 55, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): M. Ries.

Pour expédition conforme, délivrée à la société, sur demande, pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 13 juillet 2006.

F. Kessler.

(074653.3/219/45) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2006.

APPLUS AUTOMOTIVE TECHNOLOGY LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6914 Roodt-sur-Syre, 8, rue du Moulin.

R. C. Luxembourg B 42.213.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 20 juillet 2006, réf. LSO-BS08048, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2006.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(075432.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

CAVES KRIER FRERES REMICH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5573 Remich, 1, Montée St. Urbain.

R. C. Luxembourg B 102.582.

Le bilan au 31 décembre 2005, enregistré à Luxembourg, le 20 juillet 2006, réf. LSO-BS08057, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2006.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(075435.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

CAMI CONCEPT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2652 Luxembourg, 145, rue Albert Uden.

R. C. Luxembourg B 18.497.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 6 juillet 2006, réf. LSO-BS02145, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2006.

Signature.

(075438.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2006.
